
[Sénégal: le gouvernement limite l'activité minière afin de protéger les forêts](#)

Le Sénégal a annoncé qu'aucun nouveau permis ne sera octroyé pour l'exploitation de carrières ou de mines dans les 233 zones de conservation des forêts du pays. Le gouvernement d'Abdoulaye Wade a manifesté qu'il allait encourager les compagnies déjà installées dans ces régions à transférer ailleurs leurs activités, dans le cadre d'un effort visant à réduire la déforestation et à protéger l'environnement.

Le ministre de l'Environnement, Modou Fada Diagne, a déclaré que son ministère entreprendra bientôt des négociations avec les compagnies minières qui opèrent dans les cinq millions d'hectares de réserves naturelles et de parcs nationaux, dans le but de les installer à un autre endroit. Il a ajouté que l'octroi de nouveaux permis d'extraction minière dépendrait de l'approbation préalable d'études d'impact environnemental et social, et de l'engagement des compagnies concernées dans la restauration de l'environnement dans leur état originel, une fois finie l'extraction de minéraux.

Cette nouvelle politique vise en particulier à réduire la déforestation autour de la capitale, Dakar, et des villes de Tambacounda, Louga, Thies et Kaolack. D'après l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation, le Sénégal a perdu plus de 45 000 hectares de forêt entre 1990 et 2000. Pour les experts environnementaux, l'expansion incontrôlée des carrières a conduit à l'érosion du littoral, à la réduction des espaces cultivables et à des troubles pulmonaires et de la peau constatés chez les personnes habitant dans les environs. Pourtant, le président Abdoulaye Wade n'a accordé aucun nouveau permis d'extraction minière dans les forêts depuis qu'il a été élu il y a trois ans.

Il faut espérer que l'initiative du président Abdoulaye Wade et de son ministre de l'Environnement, Modou Fada Diagne, poussera d'autres leaders Africains à suivre la même voie et à lutter pour que leurs pays ne se vident pas de leur sang. Les soi-disant " conflits " africains, qui sont en fait des guerres déclarées où des centaines de milliers de personnes sont tuées, sont le plus souvent déclenchés et alimentés par les intérêts miniers, où les sociétés étrangères jouent, dans la plupart des cas, un rôle majeur.

Extrait de " Government bans quarrying in conservation areas ", 14 juillet, IRIN, envoyé par ECOTERRA International, Nairobi Node, adresse électronique : NATURAL_FORESTS@ecoterra.net.